



N° 24-15

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

Le 16 Janvier 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Le Maire de la Ville de **SAINTE GENEVIEVE DES BOIS**,

VU la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU la délibération n° 14171 du 17 décembre 2019 relative à la tarification pour l'occupation du domaine public,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213.6,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article L414-1, l'article 325-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal et notamment l'article R610-5,

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1- 8e partie _ signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié,

VU l'arrêté n°20-575 en date du 20 novembre 2020, portant délégation de signature à Madame Corinne MICHEL, Directrice du Centre Techniques Municipal,

VU la demande en date du **11 janvier 2024** par laquelle **l'Entreprise REMI et Cie** demeurant au **8 Rue du Gaz 91100 Corbeil Essonnes**, demande l'autorisation de neutraliser 2 places de stationnement pour la pose d'une roulotte WC devant le **25, Rue Jean Renoir 91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS**.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

NEUTRALISATION 2 PLACES DE STATIONNEMENT POUR LA POSE D'UNE ROULOTTE WC DEVANT LE 25, RUE JEAN RENOIR,

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie en ce qui concerne l'occupation du domaine public pour une durée de **92 jours** pour la période du **MERCREDI 17 JANVIER 2024 AU MERCREDI 17 AVRIL 2024**,

ARTICLE 3 : Emplacement réservé

Le stationnement à emplacement réservé est **INTERDIT** à tous véhicules autres que celui du pétitionnaire.

ARTICLE 4 : Prescriptions techniques particulières

La continuité du cheminement piétonnier devra être maintenue pendant toute la durée du chantier. Il devra être accessible aux personnes à mobilité réduite par un passage d'1 m 40 de largeur minimum.

Le dépôt devra impérativement ne pas entraver le libre écoulement des eaux dans le fossé, le caniveau,

ARTICLE 5 : Barriérages

Le permissionnaire sera responsable du barriérage durant la période mentionnée à l'article 8 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance calculée conformément aux dispositions décidées par Délibération n° 14553 du 25mai 2022 du Conseil Municipal,

Emprise de chantier, engins, échafaudage, bungalow, dépôt de matériels, peu importe la surface

Montant de 1269,60 euros détaillés ci-après et tel qu'arrêté par la collectivité :

23 m2 = (10 m) x (2.30 m) x 0,60 € x 92 jours

ARTICLE 7 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du stationnement,

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation de ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes,

ARTICLE 8: Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera faite à :

Monsieur Le Commissaire, Circonscription de STE GENEVIEVE DES BOIS,
Le Chef de la Police Municipale de STE GENEVIEVE DES BOIS,
Entreprise REMI et Cie,
Madame la Directrice Générale des Services de STE GENEVIEVE DES BOIS,
Tous les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de Sainte Geneviève des Bois,
Le 16 Janvier 2024

Pour le Maire,
Corinne MICHEL,
Directrice du Centre Technique Municipal

